

l'exportation à des règles et disciplines du GATT renforcées et rendues plus efficaces dans la pratique". En effet, à l'issue de la réunion de Punta del Este, tous les pays du GATT se sont engagés à trouver des moyens de rendre le GATT plus efficace et plus viable. Il devrait s'ensuivre une situation plus prévisible et plus sûre du commerce international, une situation où la concurrence ne serait plus fonction seulement des ressources financières d'un pays. Il est clair que, si on la compare au mandat des séries de négociations du GATT qui se sont tenues antérieurement, jamais déclaration n'a été aussi clairvoyante que celle de Punta del Este. Si la promesse faite dans cette déclaration est tenue, nous pouvons espérer assister à la naissance d'un cadre commercial agricole raisonnable.

À Genève, les délégations sont maintenant convenues de plans plus détaillés pour tous les sujets à négocier. Cette entente, qui a été conclue il y a quelques semaines, constitue un nouveau progrès dans ce processus de négociations ardu. Maintenant que la plupart des éléments de procédures sont réglés, les débats sur le fond peuvent commencer. Même si les progrès ne semblent pas spectaculaires, ils devraient être envisagés en regard du Tokyo Round, auquel il a fallu deux ans pour régler les questions de procédure.

Le Comité de l'agriculture de l'OCDE nous fait entrevoir d'autres espoirs. À sa rencontre de décembre dernier, le Comité a reconnu la gravité du problème et la nécessité de s'attaquer aux mesures qui faussent les échanges. Il a fait observer en outre que: "La gravité du problème, et l'urgence d'y porter vraiment remède, sont maintenant mieux reconnues par l'opinion publique et les responsables politiques. Il est indispensable de mettre en oeuvre très rapidement une gamme d'actions complémentaires, qui visent à améliorer dans l'immédiat l'équilibre et le fonctionnement des marchés, et à favoriser l'ajustement à long terme du secteur agricole."

Au cours des prochains mois, l'OCDE nous communiquera les dernières conclusions de quatre années d'étude approfondie des politiques agricoles et de leurs répercussions sur le commerce. J'espère que le Conseil ministériel de l'OCDE, qui se réunit en mai, fournira aux ministres l'occasion de se pencher ensemble sur les tensions que l'agriculture connaît au niveau des échanges internationaux. De même, le Sommet des chefs de gouvernement des sept principaux pays industrialisés, à Venise, fournit aux leaders mondiaux une autre occasion d'étudier toutes les conséquences de l'impasse dans laquelle se trouve actuellement le commerce dans ce secteur.